



Contribution à la consultation publique de l'ARCEP
sur les « Lignes directrices relatives à la tarification
de l'accès aux réseaux à très haut débit en fibre
optique déployés par l'initiative publique »

Octobre 2015

« Lignes directrices relatives à la tarification de l'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployés par l'initiative publique »

**Consultation publique – ARCEP
6 octobre - 6 novembre 2015**

La FIRIP (Fédération des Industriels de RIP) remercie tout d'abord l'ARCEP de lui avoir permis de contribuer à sa consultation publique concernant la mise en œuvre de lignes directrices tarifaires à destination des RIP très haut débit en fibre optique, conformément aux dispositions législatives en vigueur.

Créée le 6 décembre 2012 la Fédération des Industriels des Réseaux d'Initiative Publique (FIRIP) fait suite à une initiative lancée par Etienne DUGAS, Président du Groupe RIPP et 5 autres acteurs du secteur (ALTITUDE INFRASTRUCTURE, FIRALP/SOBECA, NOMOTECH, LE GROUPE SCOPELEC ET SOGETREL). Elle a rencontré, dès sa création, un fort écho auprès des décideurs économiques du secteur.

Notre Fédération nationale regroupe plus de 160 entreprises, pour un chiffre d'affaires consolidé de plus de 1,5 milliard d'euros en 2014 dans les RIP et 7000 emplois directs, représentant les divers métiers de la chaîne de valeur des RIP identifiés dans le cadre du troisième observatoire de la FIRIP/CDC, présenté en Avril 2015.

La FIRIP, rassemble les industriels qui interviennent dans le cadre de procédures de réalisation et/ou d'exploitation de réseaux d'initiative publique tel que prévu par l'article L1425-1. Sa composition démontre l'importance économique de cette nouvelle filière qui, depuis le vote de cet article en avril 2014 par le Parlement, a généré plus de 4 milliards d'euros d'investissement, financés à parts égales par le Public et le Privé.

En tant que première fédération représentative des acteurs industriels qui participent activement au grand chantier du déploiement du THD estimé à plus de 25 milliards EUR elle entend défendre les intérêts de ses membres au travers de cette contribution dans un premier temps.

La filière du Numérique générera près de 700 000 emplois d'ici à 2020, d'après McKinsey, et représente un enjeu majeur en termes de formation pour ces emplois d'avenir. La Fédération participe également à la promotion des métiers du déploiement de la fibre, et à la qualification de l'expertise nécessaire pour la mise en œuvre du très haut débit.

La Fédération des Industriels des RIP, est un acteur majeur et constructif du débat national autour des enjeux et des modalités de l'aménagement très haut débit du territoire national.

La FIRIP participe aux travaux de la Mission France Très Haut Débit. Elle est membre du Comité Stratégique de la Filière Numérique, membre associé de la FIEEC et participe au comité infrastructure numérique du MEDEF et met en avant le formidable impact du déploiement de la Fibre optique sur l'économie Française.

La Fédération, outre la Feuille de Route, développe des partenariats constructifs et sans exclusivité avec l'ensemble des acteurs institutionnels, techniques, ainsi qu'avec les grands acteurs économiques du secteur des communications électroniques, afin de contribuer au développement de cette filière. Enfin, elle est l'interlocutrice, positive mais aussi vigilante, des autorités de régulation nationales et communautaires.

Elle réunit aujourd'hui 160 adhérents, tous impliqués à différents titres dans le développement du très haut débit et de ses enjeux industriels : ouverture de nouveaux marchés, dynamisation des filières, émergence de nouveaux services et usages, création d'emplois, formation dans les domaines du numérique. C'est la raison pour laquelle notre fédération est directement concernée par la présente consultation, ses fondements, les questions qu'elle porte, et les résultats qui lui seront donnés pour l'ensemble des acteurs.

Dans sa contribution à la présente consultation, la FIRIP concentre ses réponses sur les questions et points d'analyse qui concernent le secteur dans son ensemble et laisse le soin à ses adhérents, par leurs contributions individuelles, d'enrichir la démarche et la réflexion générale.

Enfin, la FIRIP sera attentive aux recommandations qui seront proposées par l'ARCEP à l'issue de cette consultation publique relative à l'établissement de Lignes Directrices tarifaires. Elle sera notamment particulièrement vigilante au fait que les préconisations qui en seront issues participent de la dynamique économique du secteur et soient susceptibles de favoriser les investissements des acteurs de l'ensemble des filières concernées.

Sur les éléments de présentation du contexte par l'ARCEP :

- Question 1 - « Les contributeurs sont invités à exposer leur point de vue sur les éléments présentés dans la première section. »

Un constat : celui du rôle incontournable et indispensable des acteurs de RIP dans la dynamique du déploiement du très haut débit en France.

La FIRIP partage l'analyse de l'ARCEP selon laquelle le rôle des RIP, à l'avenir, sera de plus en plus prépondérant dans le développement du très haut débit en France. Ce constat vient confirmer les propres évaluations de la Fédération sur le poids des investissements des acteurs publics et privés, dans le cadre des opérations de RIP, dans les toutes prochaines années. L'Autorité constate qu'« à terme, jusqu'à près de la moitié

logements couverts par les réseaux à très haut débit en fibre optique le seront par un projet de RIP ».

Les données du contexte lui donnent raison : « *le nombre d'opérateurs d'immeuble est passé* », selon les chiffres communiqués par l'ARCEP « *de 5 à la fin de l'année 2007 (dont 2 RIP) à 34 à la fin de l'année 2014 (dont 28 RIP)* »* et donc 6 opérateurs privés. Au 30 juin 2015, la présente consultation fait état, cette fois, d'une évolution de 28 à « *35 opérateurs publics* » avec, en revanche, un chiffre toujours stable de 6 opérateurs privés. Le nombre d'opérateurs publics, selon l'ARCEP, a « *vocation à continuer à augmenter avec l'intensification de l'action des RIP* ».

L'Autorité note, dans cette même décision de juillet 2015, que les 84 SDTAN achevés au 1er mai 2015, au niveau départemental ou régional, « *prévoient la construction de 8,7 millions de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique, dont 4,4 millions d'ici 2018, le plus souvent par des futurs opérateurs de RIP (non encore comptabilisés dans les chiffres précédents)* ». Ceci vient confirmer, s'il en était besoin, le rôle fondamental des collectivités locales et de leurs partenaires industriels dans la réussite de la couverture très haut débit du territoire à échéance 2022. La FIRIP se félicite de voir que l'ARCEP partage ainsi sa conviction.

Une nécessité de convergence tarifaire et technique entre acteurs privés et publics dès lors que cette démarche tient compte du positionnement spécifique des RIP en tant que « pure players » sur le marché de gros.

Au-delà de ces éléments de contexte, la FIRIP soutient également la position de l'ARCEP sur le caractère souhaitable d'une « convergence tarifaire et technique sur les marchés de gros » qui doit s'inscrire dans « la logique de péréquation et de solidarité territoriale mise en place par le Plan France Très Haut Débit » afin de créer les conditions optimales d'arrivée des opérateurs de détail sur les RIP.

Notre Fédération tient toutefois à rappeler ici que la logique de péréquation géographique et économique qui a été retenue par l'Etat français fait porter d'abord sur les opérateurs publics et leurs partenaires industriels le poids de cette solidarité territoriale, les opérateurs d'immeubles en zone conventionnée (Zone Très Dense et zone AMII) bénéficiant des investissements les plus rentables. On note, qu'au-delà même de cette segmentation géographique et économique, les acteurs intervenants dans la zone la plus dense sont aussi ceux qui bénéficient d'un statut complet d'opérateur intégré verticalement, capable d'intervenir conjointement sur le marché de gros et sur celui de détail.

La poursuite de la couverture numérique du territoire dans le cadre du modèle des Services Economiques d'Intérêt Général (SIEG) ou de l'« investisseur avisé », comme elle avait été initiée depuis 1999, et surtout 2004 par les collectivités territoriales, aurait permis

* « Décision de l'ARCEP sur les processus techniques et opérationnels de la mutualisation des réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique », Décision n° 2015-0776 en date du 2 juillet 2015.

de répartir plus équitablement le poids de cette péréquation entre les différents territoires, denses/peu denses, et entre les différents acteurs, opérateurs de RIP, « pure players », et OCEN-opérateurs intégrés.

Ainsi, tout en étant souhaitable, l'objectif de convergence tarifaire et technique sur les marchés de gros ne devrait pas pour autant se traduire par un accroissement de la charge de cette péréquation pour les « pure players » que sont les opérateurs de RIP, du fait de tarifs de référence FTTH élevés qui seraient établis sur la base des choix tarifaires des opérateurs verticalement intégrés.

Le référentiel tarifaire proposé relève principalement de celui des opérateurs nationaux verticalement intégrés, et de ce fait, est incompatible avec le positionnement des opérateurs de RIP intervenant sur le seul marché de gros.

L'ARCEP, dans sa consultation publique, évoque le fait que les principes tarifaires qu'elle retient dans le cadre de la réglementation symétrique du FTTH impliquent la diffusion d'offres d'accès au réseau selon des conditions « *transparentes et non discriminatoires par rapport à celles dont l'opérateur d'immeuble bénéficie lui-même en tant qu'opérateur commercial, s'il s'agit d'un opérateur intégré [surligné par nous]* ». Il semble ici que l'ARCEP ne tire pas toutes les leçons de cette dernière remarque. Si ces conditions s'appliquent **spécifiquement aux opérateurs intégrés**, comme l'écrit l'Autorité, alors, les opérateurs de RIP, qui sont interdits du marché de détail, ne devraient pas être concernés dans les mêmes proportions et selon les mêmes modalités que les opérateurs intégrés par ces dispositions de la réglementation sectorielle.

Pour tenir compte de la nécessité pour les opérateurs de RIP, et les industriels associés à leur déploiement, d'appliquer des « *conditions économiques d'accès à des infrastructures [...] comparables* » à celles qui prévalent en zones d'initiative privée, encore faudrait-il que les statuts, modes de fonctionnement et positionnements des différents acteurs sur le marché, entre zone d'intervention publique et zone d'intervention privée, soient eux-mêmes comparables et de même type. Or, ce n'est pas le cas. Contrairement aux opérateurs verticalement intégrés, un opérateur de RIP « pure player » et ses partenaires industriels ne seraient pas en mesure de retrouver, sur le marché de détail, les revenus qu'ils ne pourraient générer sur le marché de gros du fait de tarifs de référence élevés.

Enfin la FIRIP regrette que l'ARCEP dans la présentation des éléments de contexte ne fasse pas mention des analyses du rapport de la mission Champsaur sur les conditions d'extinction du cuivre et des conséquences de la présence de la boucle locale cuivre sur la mise en œuvre de lignes directrices tarifaires à destination des RIP très haut débit en fibre optique.

Le Président de l'ARCEP, Sebastien Soriano, a clairement pris position pour une évolution significative de la tarification des lignes cuivre, propriété de l'opérateur historique. Corollaire de cette problématique, là aussi non évoquée, celle de l'évolution du Service Universel RTC vers le Service Universel Très Haut Débit devra être posée et traitée dans les prochaines années.

Aussi, la FIRIP demande à l'ARCEP de tenir le plus grand compte, dans son appréciation du positionnement des tarifs de référence et des obligations qui s'imposent aux acteurs, de la différence de statut entre opérateurs de RIP, « pure players » sur le marché de gros, et opérateurs verticalement intégrés.

Par ailleurs, le projet de lignes directrices émis par l'ARCEP dans le cadre de la présente consultation rappelle qu'il revient à tout opérateur d'immeuble de s'assurer que les conditions d'accès à son réseau respectent les principes de non-discrimination, d'objectivité, de pertinence des tarifs et d'efficacité des investissements. Les acteurs industriels impliqués dans les opérations de construction, déploiement ou exploitation de réseaux très haut débit interviennent aux côtés des collectivités territoriales dans le cadre d'un service public local. Les choix des modalités de réalisation, d'investissements, de gestion du réseau et des services, font l'objet de procédures de mise en concurrence, souvent longues, et, exhaustives, quant à la couverture de ces différents champs.

Les acteurs des RIP sont soumis, à des contraintes beaucoup plus fortes de non-discrimination, objectivité, ouverture, équité d'accès, dans le cadre de leurs obligations de service public, que celles auxquelles sont tenus les opérateurs intégrés, y compris en matière de tarifs et conditions commerciales.

Au titre du service public local d'une part et des règles concurrentielles d'autre part, les principes de non-discrimination, objectivité, transparence des tarifs et d'efficacité des investissements sont intégrés, de fait, par les acteurs des RIP. Les grilles tarifaires et conditions commerciales sont validées par la puissance publique et en accès ouvert. Elles s'adressent à tous les opérateurs du marché de détail dans les mêmes conditions techniques et financières.

En outre, ces mêmes exploitants de RIP s'impliquent sur des durées conséquentes auprès des collectivités : de 15 à 30 ans, dans le cadre de Délégations de Service Public. De ce fait, ils sont conduits à signer des conventions d'immeuble qui les engagent bien au-delà des seules durées et modalités de référence nationales car ces conventions sont ici adossées à des obligations de service public contrôlées et sanctionnables par la collectivité en cas de non-respect des engagements pris (pénalités financières, déchéance du contrat...). Toutes choses auxquelles les opérateurs d'immeubles en zone conventionnée ne sont pas soumises.

Les opérateurs nationaux en zone d'intervention privée ne font l'objet d'aucune sanctions en cas de non-respect de leurs engagements, y compris lorsque ces derniers gèlent un territoire sur la base d'intentions de déploiement qui ne sont pas suivies d'effet.

Les opérateurs déclarés ne font l'objet d'aucunes sanctions et le suivi de leurs engagements reste largement aléatoire dans la mesure où, s'ils sont tenus par des calendriers de déploiement, en fait, ces calendriers sont la plupart du temps glissants (pour des raisons que l'opérateur, qui plus est, impute généralement à la collectivité...). On constate donc une

En conséquence, en zone d'intervention publique, les principes de transparence, non-discrimination, équité, applicables aux modalités d'accès aux réseaux très haut débit, sont par nature, et par destination, intégrés par les opérateurs de RIP et la chaîne d'intervention qu'ils conduisent. Le service public local dont ils assurent l'exercice implique une prise en compte de ces principes, de manière native.

Les collectivités territoriales et leurs partenaires privés, opérateurs de RIP, n'ont donc pas à être protégés contre eux-mêmes en matière, notamment, de politiques tarifaires.

Sur la structure et les niveaux tarifaires en zone d'initiative privée :

• **Question 2 - Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les conditions économiques d'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployés en zones d'initiative privée**

Des coûts proposés en référence dont la composition ne s'accompagne pas de justifications précises de la part de l'Autorité.

La FIRIP partage la présentation de l'ARCEP de la structure tarifaire des offres d'accès en zone d'initiative privée. En revanche, elle eût aimé que, suite à la publication de son modèle générique de tarifs et dans le cadre de la présente consultation, l'Autorité explicite plus précisément les différentes composantes techniques et financières des niveaux tarifaires retenus, confirmés ici, concernant:

- la partie non-récurrente du co-financement fixé à 500 € par ligne et celle du récurrent de 5€/ligne/mois
- le tarif de location passive de 13 €.

Le détail du contenu de ces coûts et de leur construction n'est pas fourni par l'Autorité aux acteurs. Ceux-ci sont toutefois tenus de les appliquer sous peine de non éligibilité commerciale de leurs offres auprès des OCEN, opérateurs intégrés. Il nous semble qu'il reste ici un effort de transparence à faire pour arriver à justifier, précisément, ces montants, qui ne se retrouvent pas forcément en zone d'intervention publique.

De la même manière, les coûts des opérateurs en zone d'initiative privée en matière de raccordement, tels que repris par l'ARCEP ne reflètent pas forcément les tarifs du marché. Le lien PBO-DTIO, qui selon l'ARCEP, varie entre 200 et 800 €, selon qu'il est situé en immeuble, pour le tarif le plus bas, en chambre, en façade ou en aérien, peut s'acheter, pour les mêmes prestations, à des tarifs différents. Un raccordement en immeuble, par exemple, peut se rencontrer selon les RIP à un coût unitaire d'environ 100 €. Or, l'ARCEP propose un coût de référence de 500 €, là où le PFTHD lui-même retient un montant de 250 €. Ces différences d'appréciation contribuent à générer des interrogations sur la méthode retenue.

S'agissant de la ligne activée, la FIRIP note le constat de l'ARCEP selon lequel « *les principaux opérateurs déployant dans les zones d'initiative privée ne proposent pas, de leur propre initiative, ce type d'offre* ». La réglementation symétrique du très haut débit et les décisions associées de l'ARCEP (n° 2009-1106 et n° 2010-1312) ne prévoient pas, en effet, d'obligation pour les opérateurs d'immeuble de fournir une offre d'accès activé. Ceci n'est d'ailleurs pas sans poser problème aux opérateurs commerciaux qui souhaitent répliquer, en zone conventionnée, les offres de détail que font les opérateurs d'immeubles, opérateurs intégrés, sur le marché du FTTH et, dans une moindre mesure, sur celui du FTTH Pro.

Aujourd'hui, faute d'offres de référence en bitstream optique de la part des opérateurs d'immeubles verticalement intégrés, ces opérateurs de détail ne sont pas en mesure de répondre, sur le même modèle, aux demandes de leurs clients. Nombreux sont ces opérateurs, adhérents de la FIRIP, qui nous font part de leur insatisfaction à cet égard. L'absence, en zone d'intervention privée, d'offres activées diversifiées sur le marché de gros, qui émaneraient soit d'un acteur régulé, soit de tous les opérateurs d'immeubles, constitue une forme de barrière à l'entrée pour les opérateurs commerciaux qui ne souhaitent pas se doter d'infrastructures en propre.

A l'inverse, ces offres de gros de lignes activées, en zone d'initiative publique, existent depuis de nombreuses années avec les premiers RIP FTTH. Elles répondent ainsi aux demandes de la Commission européenne qui stipule, que, dans le cadre de l'application des règles relatives aux aides d'Etat, comme dans celui des SIEG, « *les entreprises subventionnées devraient fournir un éventail de produits d'accès en gros plus large que celui imposé par les RN, en vertu de la réglementation sectorielle (...)* ». Elles satisfont en même temps aux demandes des opérateurs commerciaux non intégrés verticalement ou centrés exclusivement sur la fourniture de services. Dans cette continuité, l'ARCEP confirme que « *le cas échéant* », les opérateurs de RIP « *doivent proposer des catalogues d'offres de gros plus larges que les opérateurs en zone d'initiative privée, si nécessaire en proposant, par exemple, des offres d'accès activés.* »

Ainsi, le catalogue de services de gros FTTH, en zone d'intervention publique, très riche, car intégrant généralement à la fois co-financement, location passive et location active, conduit à une intensité concurrentielle bénéfique autant pour les filières industrielles, en diversifiant les offres et les positionnements commerciaux des acteurs, que pour les consommateurs finals, qui bénéficient d'une grande diversité de services et de niveaux tarifaires attractifs.

L'ARCEP, sur ce point du tarif de référence de la ligne activée indique qu'« à ce stade », les principaux opérateurs déployant dans les zones d'initiative privée ne proposant pas, de leur propre initiative, ce type d'offre, si de telles offres devaient être fournies, alors il serait nécessaire que « *le tarif des accès activés [soit] construit en ajoutant au*

tarif de l'offre de location passive et du raccordement final, le coût de l'activation et de la collecte de la ligne jusqu'au point de livraison, régional ou national (...) ». Ce tarif devrait également prendre en compte *« une marge raisonnable et, le cas échéant, la facilité d'accès supplémentaire fournie pour l'opérateur commercial ».*

La FIRIP partage l'avis de l'ARCEP concernant cette appréciation de la structure des tarifs de l'offre de gros activée.

La Fédération approuve également l'Autorité quand celle-ci indique que les composantes des tarifs des opérateurs en zone d'initiative privée, pour ceux d'entre eux qui existent, sont susceptibles *« d'évoluer au fur et à mesure de l'avancée des déploiements des réseaux à très haut débit en fibre optique et sous l'effet de l'inflation ».*

La position de la FIRIP concernant les niveaux tarifaires applicables en zone d'intervention publique, notamment celui relatif à la ligne activée sur fibre optique :

- **Question 4 - Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les niveaux tarifaires applicables par les réseaux d'initiative publique**

L'établissement, en zone d'intervention publique, des tarifs des offres passives ou actives doit s'appuyer, selon la Commission européenne, sur une analyse comparative destinée *« à s'assurer que la subvention accordée servira à reproduire les conditions qui prévalent sur d'autres marchés du haut débit compétitifs. »* Celle-ci précise que le critère de référence applicable devrait tenir compte du *« tarif de gros officiel moyen qui est appliqué dans d'autres zones comparables, plus compétitives, du pays ou de l'Union [...] »*².

Les choix de tarifs de référence de la ligne activée par l'ARCEP: un risque d'éviction pour les acteurs commerciaux déjà présents sur les RIP et pour ceux à venir.

S'agissant du tarif de gros de la ligne activée, élément fondamental de l'économie des RIP, et dans la mesure où l'on ne dispose pas de référence en zone d'intervention privée sur ce volet, l'ARCEP demande au final aux opérateurs de RIP et aux collectivités territoriales, de se fonder sur les coûts de production de cette offre dans ses différentes composantes. Or, il s'agit de la méthode de réglementation la plus contraignante pour les acteurs.

L'ARCEP, à défaut de tarifs de référence dans ces zones s'appuie, de son côté, sur le modèle du dégroupage cuivre. Dans ce cadre, elle stipule : *« à ce jour et à partir des éléments de coûts disponibles notamment dans le cadre du dégroupage, les coûts d'activation mensuels moyens des opérateurs d'envergure nationale (équipement, hébergement et prestations connexes) sont estimés par l'Autorité à environ 5 euros. »* Le retour d'expérience des adhérents de la FIRIP, établi sur plusieurs années pour certains, montre que ce coût de 5 € paraît surévalué. En effet, les différents cas de figure recensés conduisent à une évaluation

² Les lignes directrices pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit (2013/C 25/01) point 78(h).

inférieure et qui se situerait en moyenne autour de 2,5 €. Ces coûts recouvrent à la fois les investissements réalisés dans les équipements de cœur de réseau, dans les équipements d'activation sur le site de l'utilisateur final, les frais de maintenance associés et une quote-part des coûts d'acquisition clients. Ces montants sont en outre proportionnels au nombre de sites activés et au taux de pénétration de l'offre sur le périmètre considéré.

Aux 5 € retenus par l'ARCEP pour les coûts d'activation, celle-ci rajoute le coût mensuel actualisé sur 20 ans du lien de raccordement distant « lorsqu'il existe » et qui est estimé à 1 euro, ainsi que le coût mensuel de la collecte nationale évalué « à environ 2 euros maximum ». L'Autorité aboutit ainsi à un tarif d'offre d'accès activé, livré au niveau régional, de 19 € et, au niveau national, de 21 € (hors raccordement). La FIRIP constate, de son côté, que souvent, dans le cadre des RIP, le coût du lien de raccordement distant est évité du fait d'une architecture adaptée. Le coût, par ailleurs, de la collecte nationale est inférieur à celui indiqué, compte tenu des capacités disponibles et des optimisations possibles sur les parcours nationaux. On observe un montant d'environ 0,5 €.

On voit donc que, sur ces seuls postes de coûts, structurant par ailleurs, les appréciations de la FIRIP divergent significativement de celles de l'ARCEP et conduisent à un tarif de référence de la ligne activée bien inférieur à celui proposé par l'Autorité.

En l'absence de tarifs de référence des opérateurs privés sur la ligne FTTH activée, l'ARCEP aurait pu prendre en compte et analyser la structure de coûts de la ligne activée proposée par les opérateurs de RIP, non suspects, qui plus est, en tant que « pure players » du marché de gros, de conflits d'intérêts entre activités de gros et branches de détail.

Des niveaux tarifaires sur le marché de gros qui entraîneraient forcément une compression de marges pour les opérateurs de détail.

Par ailleurs, et au-delà du coût unitaire des offres lui-même, ce sont les principes de **cohérence des tarifs entre les différents types d'offres** qui s'imposent comme critères majeurs d'appréciation du niveau de dynamique concurrentielle mis en œuvre par les acteurs. En effet, les tarifs entre co-financement et location passive, et entre location passive et location active doivent permettre de préserver un espace économique suffisant pour garantir un accès équitable des différents opérateurs à chacune d'elles, opérateurs nationaux ou locaux, intégrés ou sectoriels, intervenant sur infrastructures en propre ou bien sur un mode virtuel. Il s'agit d'éviter tout effet de ciseau tarifaire entre les offres qui, à défaut, créerait une barrière à l'entrée pour une partie des opérateurs usagers.

Tarifs d'éviction pour les offres de gros en zone d'intervention publique et absence de répliquabilité des offres FTTH en zone d'intervention privée : toutes les conditions sont remplies pour geler projets de déploiements et stratégies commerciales des opérateurs commerciaux.

Dans cette même perspective, les opérateurs commerciaux, en cas de recours aux offres de gros proposées, passives ou actives, et comme le prévoit le cadre concurrentiel, doivent être en mesure de **pouvoir répliquer** les tarifs de détail de leurs homologues sur leur mar-

-ché de référence. Ceci est d'autant plus vrai, compte tenu de la structure concurrentielle du marché français des communications électroniques grand public composé, à ce jour, d'un nombre réduit d'acteurs, essentiellement opérateurs intégrés. **Cette mise en capacité de la répliquabilité des offres témoigne de l'intensité concurrentielle visée à la fois par la réglementation sectorielle et par les acteurs du marché de gros.**

Les niveaux tarifaires, tels que proposés par l'ARCEP dans la présente consultation publique, ne présentent pas la cohérence nécessaire au développement d'une intensité concurrentielle satisfaisante : le tarif de la location passive envisagé à 13 € est inférieur de 50% à celui de la ligne activée en livraison nationale (avec raccordement) qui s'établit selon l'ARCEP à 26 €.

En outre, la souplesse et le « seuil de tolérance » que propose l'ARCEP au sein de sa fourchette de tarifs, au bout de deux ans (ou bien une fois un taux de pénétration de 20% atteint), et qui serait de 50 cts pour la ligne passive et de 1 € pour la ligne activée, paraissent largement insuffisants, du fait même des niveaux tarifaires de base retenus, eux-mêmes trop élevés. **On peut s'interroger par ailleurs sur l'expertise commerciale de l'ARCEP qui considère que 2 ans constituent une période de lancement suffisante pour ces services.**

Si l'Autorité venait à confirmer ces dispositions, alors, elle conduirait à **l'exclusion du marché du très haut débit nombre d'opérateurs, nouveaux entrants comme historiques**, qui privilégient l'achat du bitstream optique. Ils seraient en effet dans l'incapacité de vendre un service final au tarif standard de 39,99 TTC et bien sûr, encore moins, à celui de 19,99 € TTC en offre promotionnelle. Le tarif de gros de la ligne activée, tel que proposé par l'ARCEP obligerait certains de ces opérateurs commerciaux à quasiment doubler le tarif d'entrée de gamme sur le marché de détail pour retrouver leur économie de marché, en tenant compte de coûts d'acquisition clients en zone moins dense qui restent élevés pour tout primo-investisseur dans le FTTH (coûts de communication spécifiques pour la migration des utilisateurs du DSL vers la fibre, campagnes marketing dédiées...).

Une telle disposition, avec ses effets de ciseau tarifaire, ne ferait que **renforcer la position des acteurs dominants, notamment intégrés**, au détriment de l'économie des RIP, au travers de tarifs de la ligne passive, en co-financement ou en location, beaucoup plus attractifs que ceux de la ligne activée et exclure tout nouvel entrant. Ceci n'est, bien entendu, pas le but de l'ARCEP dont on se souvient que son nouveau Président, Sébastien Soriano, au moment de son entrée en fonction en janvier 2015 déclarait : **« dans les télécommunications, il y a un chiffre maudit : le chiffre deux ! ».**

Le retour d'expérience des RIP ayant déployé des services FTTO activés montre tout l'intérêt d'une dynamique économique forte autour de ce type de liaisons, avec un effet immédiat sur les tarifs de détail aux entreprises qui trouvent ainsi un accès à la fibre à tarif raisonnable. Outre les bénéfices à l'utilisateur final, ce sont également jusqu'à 50 opérateurs nationaux ou de proximité orientés entreprises qui peuvent, de ce fait, pénétrer de nouveaux marchés.

L'Autorité de la Concurrence, elle-même, dans son avis de 2012, attirait déjà l'attention sur le fait que les opérateurs d'immeuble verticalement intégrés, n'étaient pas soumis aux mêmes calendriers économiques que ceux intervenant en zone publique et que leurs branches de détail, de ce fait, maîtrisaient à elles seules la courbe commerciale de pénétration du FTTH en France au travers, notamment, de leur délai de venue sur les RIP.

Quelle nécessité pour l'ARCEP de réguler les tarifs de la ligne activée dans un environnement contraint par des obligations de service public, alors même qu'elle n'a pas jugé bon de le faire dans le cadre d'intervention des opérateurs privés qui interdisent, pourtant, toute répliquabilité de leurs offres FTTH ?

Ainsi, plus largement, la FIRIP s'interroge sur la nécessité pour l'ARCEP de réguler la ligne activée sur fibre optique en zone d'intervention publique dans la mesure où :

- elle n'a pas souhaité jusqu'à présent réguler les offres de lignes activées en zone d'intervention privée, malgré le peu d'intensité concurrentielle que l'on constate sur ce marché, que ce soit en zone AMII ou en Zone Très Dense,
- les analyses de marchés pertinents qu'elle a réalisées en 2014 ne l'ont pas conduite à déclarer un quelconque opérateur de RIP comme « opérateur puissant » ou « ayant une influence significative » sur les marchés concernés,
- le marché du très haut débit sur fibre optique en France étant à peine en phase d'émergence, elle court le risque de voir celui-ci gelé en zone d'intervention publique. Un tel dispositif tarifaire conduirait en effet les acteurs privés des RIP à réduire fortement leurs investissements aux côtés des collectivités territoriales et donc à ralentir le programme de déploiement national FTTH envisagé.

Enfin, la FIRIP s'interroge sur les obligations de transmission des tarifs auprès de l'ARCEP dans le cadre d'un délai de deux mois avant leur publication. Entre la phase de lancement d'un projet de RIP, les procédures d'attribution, les délais d'instruction du dossier dans le cadre des fonds du FSN, toujours extrêmement longs, les études de conception puis le déploiement du réseau, un délai de 4 ans peut s'écouler avant que les premières prises FTTH ne voient le jour.

Dans ces conditions, la transmission des tarifs à l'ARCEP avec leur délai d'instruction, un éventuel rejet qui pourrait conduire à de nouvelles négociations avec l'opérateur de RIP et à un nouvel avenant pour la collectivité, risque à nouveau de rajouter du temps au temps ainsi qu'une insécurité juridique supplémentaire.

En synthèse des éléments qui précèdent, on note les points suivants :

- l'absence actuelle de répliquabilité des offres FTTH des opérateurs verticalement intégrés, via le bitstream optique, se doublerait, si le dispositif proposé par l'ARCEP était retenu, d'une éviction du marché de nombre d'acteurs commerciaux, usagers des RIP sur ce segment d'offres,
- les tarifs de référence élevés proposés par l'ARCEP, notamment s'agissant de la ligne FTTH activée, interdisent toute dynamique concurrentielle sur le marché de détail avec le risque de voir les acteurs renoncer à leurs investissements,
- la non prise en compte effective, par l'ARCEP, du statut particulier d'opérateur « pure player » que sont les RIP est de nature à limiter l'intensité concurrentielle du secteur,
- le dispositif tarifaire prévu par l'ARCEP risque de priver le Plan France Très Haut Débit des moyens et des ressources de son développement avec la défection des acteurs privés en dehors de la zone conventionnée.
- Le dispositif aura un effet négatif sur le développement des projets de RIP et donc directement sur les industriels partenaires des porteurs publics de RIP, en terme d'emplois mais aussi en diminuant la marge de ceux-ci déjà fortement mise en danger !

Compte tenu des impacts très négatifs qu'une telle préconisation tarifaire aurait à la fois sur le marché des RIP, collectivités et exploitants confondus, et sur le rythme de couverture FTTH du territoire national, la FIRIP demande à l'ARCEP qu'elle renonce à une régulation tarifaire de la ligne activée sur fibre optique en zone d'initiative publique, non fondée à ce jour.

On comprendrait mal en effet que l'ARCEP, qui n'a imposé ni réglementation tarifaire de la ligne activée à Orange dans un cadre asymétrique, ni réglementation symétrique du bitstream optique auprès des opérateurs d'immeubles FTTH, vienne aujourd'hui appliquer aux RIP et à leurs opérateurs exploitants un cadre tarifaire singulièrement contraignant, sans commune mesure avec celui applicable aux acteurs de la zone d'intervention privée et, en tout état de cause, rédhibitoire pour nombre d'acteurs non verticalement intégrés.